



ARRETE MUNICIPAL n°2024-23
Portant réglementation temporaire
de la circulation des véhicules
Montée de la Rublette
73100 Grésy sur Aix

Le Maire de la Commune de Grésy sur Aix,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2211-1, L2212-2 et L2213-1 à 4,

Vu le Code de la Route et ses articles R 110-1 et suivants, R 411-5, et suivants,

Vu le code de la voirie routière et ses articles L115-1, L 116-2 et R 115- 1,

Vu l'article R 610-5 du Code Pénal,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière 8ème partie signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifiée et complétée,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I quatrième partie-signalisation de prescription approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée et complétée),

Vu la délibération n°2023-014 du 28 février 2023, fixant les tarifs de l'occupation du domaine public et un article précisant que toute occupation du domaine public entraînera une facturation,

Vu l'arrêté de délégation 2020-119 portant délégation de fonction et de signature à Mr Patrick FRIZON,

Vu la demande formulée le 31/01/2024 par la Mairie, 1 place de la Mairie, 73100 Grésy sur Aix.

Considérant que pour garantir la sécurité des usagers, et suite aux glissements de terrain survenu le 11/12/2023 au niveau de la Montée de la Rublette, il est nécessaire de réglementer la circulation des véhicules,

ARRETE

Article 1 : La circulation Montée de la Rublette sera strictement interdite à tous véhicules y-compris cycles et piétons entre le carrefour avec la rue de Sarraz et le numéro 67 Montée de la Rublette

- **Du 01/02/2024 au 29/02/2024 (prolongation)**

L'entreprise **Troncy** interviendra pour les travaux de dégagement et de sécurisation de la chaussée pour le compte de la Commune à compter du 12 Février 2024.

Un itinéraire de déviation sera mis en place de part et d'autre du chantier et sera ainsi défini :

- Route des Bauges
- Rue de Sarraz

L'interdiction de circulation dans le sens Rue de Sarraz / route des Bauges est provisoirement levée pour permettre aux riverains de sortir de la Montée de la Rublette.

Article 2: Une signalisation réglementaire indiquant les différentes déviations et restrictions de circulation sera mise en place.

La réglementation prévue au présent arrêté sera applicable pour toute la durée des travaux. Les conditions normales de circulation seront rétablies à la diligence de l'entreprise.

Article 3 : La signalisation rendue nécessaire par la présence du chantier ou par la réglementation de la circulation faisant l'objet du présent arrêté sera conforme à l'instruction sur la signalisation temporaire des routes.

Article 5 : Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté : Le Maire de la commune de Grésy-sur-Aix, le Directeur Général des Services, le Directeur du service technique, le responsable de la police municipale.

Copie adressée à ces personnes, ainsi qu'à :

- Gendarmerie d'Aix-les-Bains,
- Centre de secours,
- Grand-Lac – Ordures ménagères,
- RATP,
- MDT,
- SMUR,
- Entreprise Troncy

Fait à Grésy-sur-Aix, le 31 janvier 2024

Pour le Maire et par délégation,
Le 4^{ème} adjoint au Maire,
Patrick FRIZON




Affiché/publié le :
Notifié à l'intéressé le :
Certifié exécutoire le :

En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de la plus tardive des dates suivantes : publication/notification, réception par le représentant de l'Etat. Le Tribunal Administratif de Grenoble pourra être saisi via le dépôt d'une requête sur le site www.telerecours.fr

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.